

Les influences et le parcours méconnus du jeune François Bayrou

Plonger dans l'histoire familiale du premier ministre, c'est croiser un grand-oncle royaliste, un père démocrate-chrétien, un « pensionnat Bayrou » et toute la culture catholique du XX^e siècle dans laquelle le chef du gouvernement puise son panthéon intellectuel, mais aussi des réflexes solidement enracinés.

Il est presque 23 heures dans le bureau du premier ministre, ce 9 avril. Nuit douce, fenêtres ouvertes à l'espagnolette sur le calme du jardin de Matignon. La croissance française vient d'être revue à la baisse, Donald Trump s'appête à faire volte-face sur les droits de douane, le président ukrainien s'inquiète des frappes russes dans l'est de son pays, mais le tumulte du monde semble tout à coup s'être arrêté aux portes du bureau de François Bayrou. Il attrape la copie d'une page du quotidien L'Eclair du 2 mai 1936 qu'on lui glisse sous les yeux. Un rapide coup d'œil sur la photo illustrant l'article suffit. « En effet, c'est lui. J'ai l'original de la photo chez moi. Candidat aux législatives contre Léon Blum. »

Lui, c'est Lucien Bayrou (1883-1949), le grand-oncle paternel. Le premier ministre a hérité du prénom à sa naissance, en 1951, après ceux de son grand-père, d'un oncle et d'un autre grand-oncle : « François, René, Jean, Lucien Bayrou ». Lucien, c'est l'intello de la famille, le premier à faire des études, l'aventurier de leur fief de Bordères (Pyrénées-Atlantiques), près de Pau, et le plus politique de tous. Mais jamais cité par le fondateur du MoDem, qui se flatte pourtant de savoir remonter les branches de son arbre généalogique jusqu'au XVIII^e siècle, et croit aux correspondances invisibles entre les âmes des vivants et celles des morts.

« Une des grandes découvertes de la psychanalyse, c'est que nous sommes habités de souvenirs d'avant nous », déclare François Bayrou au début de l'entretien. De quoi lever tout scrupule et justifier cette plongée chez ses aïeux. « Nous sommes une chaîne », dit-il aussi. Au sommet de l'Etat, il est l'un des derniers représentants, après Robert Schuman et Pierre Pflimlin, de la démocratie chrétienne, famille politique née à la fin du XIX^e siècle qui accueille après-guerre des résistants (comme l'abbé Pierre), de futurs opposants au gaullisme, des « humanistes », mais aussi l'éventail des militants et notables catholiques du pays – y compris ceux ayant fait un crochet par l'Action française. Une saga nationale qui croise celle, plus intime, de la famille Bayrou.

Deux figures tutélaires catholiques

Le 14 janvier, à l'Assemblée nationale. C'est le grand jour de François Bayrou, celui de sa déclaration de politique générale. Le premier ministre connaît l'Hémicycle comme sa poche. Elu au Palais-Bourbon il y a presque quarante ans, en 1986, le maire de Pau a derrière lui un demi-siècle de vie politique. Il a milité pour le Centre démocrate en rejoignant Jean Lecanuet, candidat à la présidentielle de 1965, pris la tête du Centre des démocrates sociaux en 1994, puis de Force démocrate en 1995, avant de présider l'Union pour la démocratie française de 1998 à 2007, et enfin de fonder le Mouvement démocrate (MoDem) en 2007. « Un maillon ?, proteste François Bayrou quand on lui demande s'il se vit comme un rouage de l'histoire de la

démocratie chrétienne. Plus que cela. Au moment où elle allait disparaître, il m'a été donné de la sauver. »

Dans les discours d'investiture, les figures tutélaires convoquées par les chefs du gouvernement sont bien davantage que des clins d'œil. Le 14 janvier, François Bayrou cite deux catholiques. Le premier est considéré comme le fondateur du centre gauche et de la démocratie chrétienne française : c'est Marc Sangnier, journaliste et penseur. Au tournant des années 1900, son mouvement, Le Sillon, veut concilier catholicisme et république face à tous les anticléricaux. Il se partage entre un vieux fond de réaction et l'aspiration à faire enfin entrer les catholiques dans le siècle en jouant la carte du régime démocratique. D'ailleurs, Marc Sangnier se présente lui-même aux élections et entre trois fois à l'Assemblée nationale, en 1919 puis en 1945 et 1946.

L'autre statue de commandeur ressuscitée par François Bayrou est celle d'un géographe. Ou plus exactement l'auteur d'un livre remarqué paru chez Portulan en 1947, *Paris et le désert français*, une somme de 414 pages dont la dernière édition, épuisée, date de 1972. Jean-François Gravier expliquait que si la province se dépeuplait et se paupérisait, c'était à cause de Paris. L'ouvrage avait fait « beaucoup de bruit à l'époque » dans l'Hémicycle, rappelle le chef du gouvernement, et s'est imposé des décennies durant chez les spécialistes de l'aménagement du territoire – les travaux plus récents du géographe Christophe Guilluy sur la « France périphérique » sont de la même veine.

Pour François Bayrou, cette bible de la décentralisation est toujours d'actualité. « La lutte des classes continue : il y a ceux qui regardent la télé et ceux qui y passent », lâche le chef du gouvernement dans une formule très pompidolienne. Dans le bureau de Matignon, aucun écran ne vient rompre la quiétude du soir.

« Cette histoire est un roman »

Devant les députés, François Bayrou s'attarde sur ce best-seller de 1947 fiché par tant d'étudiants de Sciences Po, mais pas sur son auteur. Qui est-il ? Avant de rejoindre après la guerre le commissariat général au plan d'équipement et de modernisation et de se recycler dans le fédéralisme européen de Jean Lecanuet, Jean-François Gravier appartenait à cette génération d'intellectuels « non conformistes » des années 1930 en quête d'une « troisième voie ». Maurrassien pur sucre, en délicatesse avec l'idée de république, il voit en 1940 dans la « révolution nationale » du maréchal Pétain l'occasion d'une refondation morale et spirituelle du pays, et s'épanouit sous Vichy : secrétariat à l'information, secrétariat à la jeunesse...

Le nouveau locataire de Matignon veut célébrer le géographe, pas le jeune technocrate de Vichy. Mais sa détestation du jacobinisme et de la tradition napoléonienne, Jean-François Gravier l'a puisée dans le fond monarchiste. « Sa culture de la décentralisation, il l'a acquise chez les étudiants de l'Action française », explique Gérard Leclerc, 82 ans, toujours journaliste à *Royaliste* et à *France catholique*, et auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont l'un sur Georges Bernanos et l'autre sur Charles Maurras. « Par tradition, la droite catholique légitimiste n'aimait pas Paris, symbole de la République, explique Antonin Guyader, auteur de *La Revue Idées* 1941-1944. Des non-conformistes en Révolution nationale (L'Harmattan, 2006), elle lui préférait les “petites patries” de Maurras. »

Une fois Maurras condamné, cet apôtre du nationalisme intégral qui s'était tant réjoui de voir, dans la défaite, Pétain prendre le pouvoir (une « divine surprise »), les gros bataillons du catholicisme politique rejoignent à la Libération le tout nouveau Mouvement républicain populaire (MRP). Européenne, centriste, sociale et fédéraliste, la nouvelle formation arrime les chrétiens-démocrates dans l'échiquier politique. C'est l'étiquette choisie par le père du premier ministre, Calixte Bayrou, homme de droite, paysan à Bordères et maire du village (1945-1953), lorsqu'il se présente aux élections cantonales de 1949.

« Ma mère aimait la politique politicienne, se souvient François Bayrou, mon père les grands problèmes du monde et les discours politiques qu'il écoutait à la radio. Peut-être que je tiens un peu des deux ? » Près de soixante-dix ans plus tard, en 2018, raconte le premier ministre, sa sœur a retrouvé dans le grenier familial un des bulletins électoraux de leur père. François Bayrou saisit son téléphone sur la table de travail de Matignon et ouvre la photothèque où il a archivé le précieux rectangle de papier, et lit tout haut : « Elections au conseil général, canton de Nay-Est. Calixte Bayrou. Candidat MRP. »

L'étiquette ne porte pas chance à Calixte Bayrou : il échoue à se faire élire. « Le MRP avait mis face à lui un autre candidat, un bourgeois », détaille le chef du gouvernement la voix tremblante. « Si papa avait su que son fils qui n'était pas encore né deviendrait président du même parti qui l'a rejeté... Cette histoire est un roman. » Car Calixte Bayrou meurt brutalement au printemps 1974, après une mauvaise chute alors qu'il chargeait du foin, juste avant l'agrégation de lettres classiques de son fils. C'est, comme souvent, une souffrance immense et un carburant. Bien plus tard, quand, en 1993, il est nommé pour la première fois ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement d'Edouard Balladur, c'est dans son village familial du Béarn que François Bayrou fête l'événement.

Les couleurs de l'Action française

Il n'a pas connu son grand-père, ni le grand-oncle Lucien, sauf par ouï-dire. « Il s'était mis dans la tête que dans notre ascendance, il y avait un Bourbon, que nous descendions d'Henri IV. Ce qui est faux et impossible, ne serait-ce parce que, dans le laps de temps concerné, le roi était stérile, sans doute une maladie vénérienne – je l'ai raconté dans mon livre », précise François Bayrou. L'ouvrage, *Henri IV. Le roi libre* (Flammarion, 1993), est lancé en pleine campagne de succession de Pierre Méhaignerie à la présidence du Centre des démocrates sociaux et devient un succès de librairie. Il explique que le « bon roi Henri », monarque béarnais né à Pau, était un « homme du centre ». François Bayrou remporte la primaire, et c'est le comte de Paris qui récompense son livre et lui remet le prix Hugues-Capet en 1994.

Ce grand-oncle Lucien, oublié des biographies mais si secrètement présent dans la légende familiale, est successivement séminariste (puis marié à plusieurs reprises), professeur d'anglais, engagé volontaire en 1914, interprète pour les forces anglaises pendant la guerre et directeur d'un établissement scolaire « libre » à Montpellier, l'Institut Marcadier-Bayrou, 43, rue du Faubourg-Saint-Jaumes, près du Jardin des plantes créé par Henri IV. L'établissement prépare au baccalauréat et fait aussi internat. « Mon père disait que ça ressemblait à la pension Muche dans le Topaze de Pagnol [Fasquelle, 1930] », glisse le premier ministre, avec ses leçons de morale punaisées au mur : « L'oisiveté est mère de tous les vices », ou « bonne renommée vaut mieux que ceinture dorée ».

« C'est ce grand-oncle qui a permis à mes oncle et tante de faire des études, qui a apporté les livres à la maison », dit le premier ministre. En 1944, Lucien Bayrou intègre le conseil académique de Montpellier avec toutes les huiles locales. Il a pourtant déménagé et changé de vie. Le Monde a retrouvé sa trace. Au début des années 1930, il a acheté un mas dans le Gard, à Calvisson, à 45 kilomètres de là, pour y cultiver des vignes, prend la tête des révoltes viticoles de la région et finit par accueillir en personne l'« agrarien » d'extrême droite Henri Dorgères et ses « chemises vertes ». Il prend lui-même la parole à Montpellier devant le Front paysan lors d'un meeting plus que chahuté. Le Languedoc socialiste du 7 décembre 1935 suggère que les harangues du « Croix-de-Feu » Bayrou et sa mise « en vedette » servent de galop d'essai pour des batailles électorales à venir.

En effet, le 26 avril 1936, Lucien Bayrou est candidat aux législatives – non pas face à Léon Blum à Narbonne, comme le dit la légende familiale, mais dans la 3e circonscription de Montpellier-Sète, sous les couleurs de... l'Action française. Au premier tour, face au candidat de la Section française de l'Internationale ouvrière, à un communiste et à un radical-socialiste, le bouillonnant royaliste emmène derrière lui un « Front national » chargé depuis 1934 de coordonner l'action des ligues antiparlementaires ; au second, il prend la tête d'un rassemblement des Républicains anticommunistes. Il est largement battu par le candidat socialiste qui représente le Front populaire. Le prochain Bayrou à se présenter à la députation sera François.

« Besoin d'agir en politique »

Pour l'heure, c'est un jeune garçon qui grandit dans une famille catholique, « mais pas bigote ». Lui adore, dès ses 5 ans, traverser les champs à 7 h 30 du matin pour servir la messe avec les autres enfants de chœur. Au début de l'année 1969, il adresse ces mots à Jean Biès, son professeur de français : « Je m'aperçois que Dieu est en train de prendre une place de plus en plus grande dans ma vie. » François Bayrou n'a que 17 ans, mais il est déjà nostalgique et regrette la messe en latin. « Je commence à participer à la messe en français, avec l'espoir de plus en plus ferme que le français se sacralisera. » Il signe sa lettre « In Christo ».

C'est l'âge où l'on se cherche. Surtout lorsque au même moment gronde dans les lycées l'agitation de mai 1968. François Bayrou ne vibre pas avec les faiseurs de grèves et les meneurs des barricades. Pas non plus pour l'extrême droite néofasciste. Il se tient à l'écart de la Jeunesse étudiante chrétienne, qui fut pourtant le vivier naturel de la démocratie chrétienne.

« Comme tous les jeunes sincères et pleins de foi en la vie, écrit le jeune François Bayrou dans la même lettre à son professeur, fautes d'orthographe incluses, j'éprouve le besoin d'agir en politique mais je suis de plus en plus dégoûté par les marchandages atroces de politiciens retors, par le manque de sincérité de tous les miterands de droite ou de gauche, par le goût atroce de violence qui anime les groupes gauchistes et par la veulerie de tous les éléments du groupe Occident, bourgeois au plus mauvais sens du terme et fasciste. »

Cet enseignant magnétique est l'un des grands connaisseurs français de la pensée hindoue. Sur les sites des partis politiques qu'il a dirigés, l'apprentissage politique de François Bayrou est résumé ainsi : « Bachelier au lycée de Nay, il poursuit ses études à l'université de Bordeaux. Il fréquente à cette période la communauté de l'Arche, du poète et philosophe Lanza del Vasto. Convaincu par la pensée non violente, écologiste et protestataire de ce disciple de Gandhi, il exprime la volonté de devenir un "porte-parole des sans voix". » François Bayrou fronce les sourcils. « Je suis devenu animateur des amis de l'Arche. Dans la

communauté, les décisions importantes devaient être prises à l'unanimité. Si elle n'était pas atteinte, ils jeûnaient... »

« Son nom était dans les fichiers »

François Bayrou, baba cool pacifiste ? La réalité est un peu plus nuancée. Son prédécesseur à la tête de l'Union pour la démocratie française, François Léotard, racontait que tout enfant de la bourgeoisie catholique de province avait grandi avec un livre de Maurras sur sa table de chevet. L'Action française (AF) reste durant de longues années une force d'influence, peut-être même, avec le Parti communiste, le mouvement politique qui a le plus pesé sur les idées du XXe siècle. Son écho dans la fac de Bordeaux parvient aux oreilles de l'étudiant François Bayrou et aiguise sa curiosité. Qui le sait ? Durant ces années agitées, le jeune Bayrou s'abonne aux publications de l'Action française.

« Tous les anciens de chez nous le savent », sourit le monarchiste Gérard Leclerc dans sa maison de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) envahie de livres, fondateur, avec Bertrand Renouvin, de la Nouvelle Action française, ces royalistes progressistes (les « mao-maurrassiens ») qui, en 1971, ont quitté la vieille Action française. Les militants « roycos » (monarchistes) détestent les outing sauvages, mais l'auteur de *Royalistes dans la Résistance* (Flammarion, 2000), François-Marin Fleutot, 74 ans, accepte de confirmer : « Quand nous avons fait scission avec les historiques de l'AF, son nom était dans les fichiers. Je l'ai vu de mes yeux vu. »

« C'est exact, reconnaît François Bayrou, mais vous savez, je me souviens d'avoir voyagé en train avec ce journal dans une main et dans l'autre un numéro de Rouge », un journal trotskiste. A l'époque, le mensuel étudiant de l'Action française et son hebdomadaire dénoncent pêle-mêle en une les comités Vietnam, les « Soviets étudiants », il veut jeter « la démocratie à la voirie », traite Le Monde de « centrale d'intox » et réclame la « restauration nationale » en citant Maurras à toutes les pages. L'espace de quelques dizaines de numéros (« Il ne s'est pas réabonné après 1971 », dixit Fleutot), François Bayrou peut lire les odes au régionalisme ou les éditos dénonçant « l'écrasante domination parisienne dans les domaines administratif, économique et culturel ». Il se frotte à tout le corpus du régionalisme et du catholicisme social hérités de la vieille formation maurrassienne.

Entre-temps, un oncle lui a mis entre les mains *Notre jeunesse* (Cahiers de la Quinzaine, 1910), le livre le plus intime de Charles Péguy, récit d'un combat intérieur entre foi et politique. L'écrivain devient pour toujours « l'homme de [sa] vie (...) intellectuelle et même spirituelle ». Il raffole de cet antimoderne profondément républicain, amoureux de la nation et instituteur laïque revenu au christianisme. « Péguy, ça va au-delà de sa culture politique. C'est son rapport au monde, à la vie, à la transcendance », note Eric Thiers, conseiller spécial de François Bayrou à Matignon.

Le conseiller d'Etat sait de quoi il parle : il préside l'Amitié Charles Péguy, association créée en 1942 dans la clandestinité. François Bayrou en est adhérent depuis le tout début des années 1970. « [Marc] Sangnier, c'est l'idéaliste qui s'engage en politique et siège à l'Assemblée, confirme le premier ministre en fermant les fenêtres – la nuit se fait plus fraîche. Mais dans mon itinéraire, c'est Péguy qui est le plus important. Et comme vous savez, les racines intellectuelles sont au moins aussi importantes que les racines géographiques. »

Il connaît par cœur l'œuvre de ce socialiste libertaire devenu ardent nationaliste (il trouve la mort en 1914 dans la première bataille de la Marne) et chrétien militant. François Bayrou avait écrit son nom sur son calot hypokhâgneux, puis lui avait consacré son mémoire de maîtrise de lettres : « J'ai essayé de comprendre le chemin spirituel de Péguy entre sa Jeanne d'Arc de 1897 et sa pièce de 1910, *Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* [Gallimard]. » Parfois, quand ils lui demandent de faire des essais de voix au micro, des journalistes et des techniciens l'entendent réciter ses alexandrins préférés : « Le long du coteau courbe et des nobles vallées/Les châteaux sont semés comme des reposoirs. »

Il croit aux « signes »

« Péguy est né en 1873, il est le contemporain de mon grand-père, né seulement cinq plus tard », dit le premier ministre, comme si l'écrivain lui tendait la main par-delà les décennies. C'est chez lui que le patron du MoDem a puisé cette mystique qui a de quoi dérouter les visiteurs. « Je ne pense pas que les morts soient morts. Je les ressens comme présents – et même comme actifs. » Dans la famille Bayrou, on porte les mêmes prénoms de père en fils : le premier ministre s'appelle comme son grand-père François et le premier garçon des six enfants Bayrou se prénomme Calixte. Ainsi va le cycle des vies et la roue de l'existence, comme dans une martingale. « Envisager les générations comme séparées les unes des autres est, pour moi, une grande erreur », ajoute François Bayrou.

Le chef du gouvernement ne parle jamais de « coïncidence » ni de « coup de chance », il dit « la Providence ». « Je ne crois pas au hasard, je crois beaucoup qu'il y a des forces mystérieuses, même si elles ne règlent rien à notre place. J'ai toujours vécu avec des flashes », des flash-back. Son œil guette les traces, traque les indices. Dans la nuit noire qui enveloppe désormais Matignon, il cite les Correspondances de Baudelaire : « La nature est un temple où de vivants piliers/Laissent parfois sortir de confuses paroles/L'homme y passe à travers des forêts de symboles/Qui l'observent avec des regards familiers. »

Il croit aux « signes ». On hésite, du coup, à lui rappeler que c'est un Bayrou (à l'époque, on écrivait « Bairou »), Daniel, qui, à la fin du XVII^e siècle, fut l'architecte du pont de Bétharram, enjambant le gave de Pau, et du cloître de Lescar, le tout en accord avec le supérieur et les chapelains du lieu. Ou qu'avant de diriger son internat à Montpellier, le grand-oncle Lucien enseignait en 1905 dans un autre établissement fameux, l'abbaye-école de Sorèze, dans le Tarn, au pied de la Montagne Noire. Cette même école qui, avec l'affaire des viols et des violences subis à l'établissement catholique de Notre-Dame de Bétharram, vient elle aussi d'entrer dans l'actualité. Une poignée d'anciens élèves de Sorèze se rebellent et ont décidé de lever le voile sur ces gifles et ces punitions d'un autre âge, héritage de notables silencieux souvent repliés sur leurs guérets, cultivant l'attachement à une France qu'ils rêvaient immuable et à laquelle ils sont prêts à tout pardonner.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)